



Accord cadre n° 2025-01

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

MARCHÉ PUBLIC DE RESTAURATION SCOLAIRE EN LIAISON FROIDE

*Marché public de services passé selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 2° et R2123-1 3° du
Code de la commande publique*

Accord-cadre mono-attributaire à bon de commande

Sommaire

Article liminaire : Présentation des parties	4
Article 1 : Pièces constitutives du marché	4
1.1 Pièces particulières :.....	4
1.2 Pièces générales :	4
1.3 Dérogation	5
1.4 Notification du marché	5
Article 2 : Objet du marché	5
2.1 Description du marché	5
2.2 Durée du marché.....	5
Article 3 : Forme du marché	5
3.1 Nature du marché	5
3.2 Procédure de la consultation	5
3.3 Décomposition en tranches, phases et lots.....	6
3.4 Variantes et prestation supplémentaire éventuelle (PSE).....	6
3.5 Prestation similaire.....	6
Article 4 : Sous-traitance	6
Article 5 : Prix	6
5.1 Forme et contenu des prix.....	6
5.2 Variation des prix	7
5.3 Clause butoir	8
5.4 Clause de réexamen	8
Article 6 : Modalités de financement et de règlement des comptes	8
6.1 Financement	8
6.2 Règlement des comptes	8
6.2.1 Répartition des paiements	8
6.2.2 Acomptes	8
6.2.3 Présentation des demandes de paiement	9
6.2.4 Délai de paiement	10
6.2.5 Avance et retenue de garantie.....	10
Article 7 : Condition d'exécution	11
7.1 Respect de la réglementation du travail.....	11
7.2 Confidentialité et mesures de sécurité	11

7.3 Fourniture périodique des pièces sociales	11
7.4 Contrats de fournitures ou de services avec des tiers	12
7.5 Assurances	12
7.6 Obligations d'informations du titulaire	12
7.6.1 Obligations d'information sur sa situation.....	12
7.6.2 Obligations générales d'information	12
7.7 Clause environnementale	12
Article 8 : Modalité d'exécution	12
8.1 Réunion de lancement.....	12
8.2 Bon de commande	12
8.2.1 Caractéristiques.....	12
8.2.2 Modifications du bon de commande.....	13
8.2.3 Annulation du bon de commande.....	13
8.3 Conditions d'exécution des prestations	13
8.3.1 Délais d'exécution	13
8.3.2 Exécution de la livraison	13
8.3.3 Livraison des repas	14
8.4 Continuité du service.....	14
Article 9 : Constatation de l'exécution des prestations	14
9.1 Vérification.....	14
9.2 Décision après vérification.....	15
9.2.1. Admission.....	15
9.2.2. Ajournement	15
9.2.3. Réfaction	15
9.2.4. Rejet.....	15
Article 10 : Pénalités.....	15
Article 11 : Résiliation du marché.....	16
Article 12 : Règlement des litiges	17
Article 13 : Dérogation aux documents généraux.....	17
Pièces du marché et notifications.....	17
Sous-traitance	17
Exécution des prestations	17
Pénalités et Résiliation	17

Article liminaire : Présentation des parties

L'accord-cadre est passé entre la commune d'Angerville, dénommée ci-après « l'acheteur », et l'opérateur économique ayant produit l'offre économiquement la plus avantageuse, dénommé « le titulaire ».

Dès la notification du marché, le(s) titulaire(s) et le pouvoir adjudicateur désignent chacun une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du présent marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par chacune des parties en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants disposent des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires les engageant.

Article 1 : Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du présent accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1.1 Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux demandes de renseignements complémentaires, posées par les opérateurs économiques lors de la consultation dont le présent marché est issu ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les avenants et actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du contrat.

1.2 Pièces générales :

- Les normes et textes réglementaires en vigueur ;
- le Cahier des Clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) 2021, sous réserve des clauses du présent marché y dérogeant ;
- les décisions et recommandations du groupe d'étude des marchés de restauration collective et nutrition (GEM-CRN)

Les commentaires contenus dans le CCAG seront considérés comme simplement indicatifs.

Aucune condition générale ou particulière figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent contrat. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Les documents généraux, bien que non joints au présent marché, sont réputés connus des entreprises. Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires nationaux et communautaires en vigueur lors de l'exécution du présent marché.

Par dérogation à l'article 5.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit de se conformer automatiquement aux nouvelles dispositions issues d'évolution de la réglementation. Il doit informer sans délai le pouvoir adjudicateur de ces évolutions par écrit. Si la collectivité l'estime nécessaire, ces évolutions donneront lieu à un avenant. En l'absence d'accord entre les parties, il est procédé à une modification unilatérale par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, lors du stockage des denrées dans ses entrepôts, lors de la fabrication des repas et lors du transport de ceux-ci, doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur, nationaux et communautaires.

1.3 Dérogation

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le marché peut prévoir de déroger à certaines de ces stipulations. Ces dérogations figurent dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et précisent à quels articles du CCAG elles dérogent.

1.4 Notification du marché

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché consiste en la remise au Titulaire d'une copie de l'Acte d'Engagement signé par le pouvoir adjudicateur et de ses annexes. Cette remise peut être opérée via le profil acheteur ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé. Du fait de cette notification, les pièces mentionnées ci-dessus deviennent contractuelles.

Article 2 : Objet du marché

2.1 Description du marché

Le marché a pour objet la réalisation de prestations d'élaboration et de livraison de repas selon le principe de la liaison froide, pour la restauration scolaire de la commune d'Angerville.

Le groupe scolaire « Le Petit Nice » se situe 27 rue du Jeu de Paume à ANGERVILLE (91670).

Les repas seront à destination des élèves en maternelle et en élémentaire.

Les prestations attendues sont détaillées dans le Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP).

2.2 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification. Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois par période d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

En cas de non-reconduction, le titulaire en sera expressément informé par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux (2) mois avant l'échéance de la période en cours.

Par ailleurs, il est précisé que dans le cas où le montant maximum de l'accord-cadre serait atteint (ou sur le point d'être atteint et que le montant disponible restant ne permettrait pas d'émettre une nouvelle commande) avant la fin de la durée de validité de la période d'exécution considérée, l'acheteur peut, le cas échéant, notifier au titulaire une reconduction anticipée de l'accord-cadre.

Article 3 : Forme du marché

3.1 Nature du marché

Conformément aux articles L2125-1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et suivant du CCP, le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bon de commande.

Il s'agit d'un marché public de services.

Les montants de l'accord-cadre sont précisés à l'article 5.1 du présent CCAP.

3.2 Procédure de la consultation

En application des articles L2123-1 et R2123-1 et de l'annexe n° 3 « Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques » du Code de la commande publique, la consultation est passée selon une procédure adaptée du fait de son objet.

La collectivité se réserve le droit, à tout moment, de ne pas donner suite à la procédure, conformément aux articles R2185-1 et R2185-2 du Code de la commande publique.

3.3 Décomposition en tranches, phases et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en phase, lot ou tranche.

L'objet de la consultation ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, celle-ci n'est pas allotie.

3.4 Variantes et prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Aucune variante obligatoire n'est prévue dans le cadre de cette procédure.

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

Aucune PSE n'est prévue au marché.

3.5 Prestation similaire

En application de l'article R. 2122-7 du Code la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un marché de prestation similaire.

Article 4 : Sous-traitance

Les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent.

Le titulaire d'un marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché. L'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Toute sous-traitance, quel que soit son rang, est déclarée dans les conditions prévues par le CCAG et la code de la commande publique.

Toutefois il est fait application des dispositions spécifiques suivantes :

- En complément de l'article 3.6 du CCAG-FCS lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire adresse au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, par lettre recommandée avec accusé de réception ou via le profil acheteur, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article 5.6.1 du présent document.
- En complément de l'article 3.6 du CCA-FCS, en cas de déclaration de sous-traitance postérieure à la notification du marché, l'entrepreneur est tenu de communiquer l'acte spécial de sous-traitance au plus tard 45 jours avant l'intervention du sous-traitant.
- Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et uniquement au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) qui lui revient. Le titulaire sera chargé de communiquer une copie de cette notification à ses sous-traitants.

Pour rappel, le maître d'ouvrage constate la présence de sous-traitant non déclaré sur le site, il est en droit d'exclure sur le champ le sous-traitant du site. Tout retard pris dans l'exécution du marché, suite à cette exclusion, sera alors entièrement imputable au titulaire. Le recours à la sous-traitance, sans acceptation valable du sous-traitant et des conditions de paiement, expose le titulaire à des pénalités. En cas sous-traitance occulte, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché pour faute du titulaire.

Article 5 : Prix

5.1 Forme et contenu des prix

Le présent marché est conclu dans l'unité monétaire suivante : euro (€).

Les prix des marchés sont unitaires, hors T.V.A.

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans les bordereaux des prix unitaires relatifs aux présents marchés, d'après les quantités réellement mises en œuvre.

Le marché est conclu sans indication de seuils minimums et avec un seuil maximum de **150 000 euros HT par an, soit 600 000€ HT pour quatre (4) ans.**

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Le prix intégrera aussi l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations, ainsi que les garanties et obligations mentionnées aux pièces du marché.

Le prix unitaire induit une obligation de résultat à charge du titulaire. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix ni à aucune indemnité. Ce prix intégrera alors l'ensemble des prescriptions, garanties et obligations résultant du marché ainsi que l'ensemble des engagements décrits dans l'offre du titulaire et notamment :

- La fourniture des aliments ;
- La préparation des repas ;
- Les frais généraux des cuisines centrales et de structure ;
- La livraison des repas et le déchargement dans les locaux ;
- Ainsi que l'ensemble des prestations comprises au CCAP et CCTP.

5.2 Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

La variation des coûts des éléments du marché est prise en compte par une révision annuelle des prix, selon la formule suivante :

$$P = P_{n-1} \times \left[0,15 + \left(0,85 \times \left(\frac{I_n}{I_{n-1}} \right) \right) \right]$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé H.T. ;
- 0,15 = partie fixe ;
- 0,85 = partie révisable ;
- P_{n-1} = dernier prix pratiqué en H.T. ;
- I_n = valeur de l'index national **au mois d'octobre de l'année de la révision** du prix du contrat ;
- I_{n-1} = valeur de l'index national **au mois d'octobre de l'année antérieure.**

L'index de référence « I » choisi pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

- **Indice INSEE Des prix à la consommation - Nomenclature « Coicop » 11.1.2.0 - Cantines - Base 2015 (Identifiant : 001763787)**

La révision de prix est effectuée à date anniversaire du contrat par le titulaire et doit être communiquée au pouvoir adjudicateur (par LRAR) au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire s'engage à notifier à la Commune par lettre recommandée avec accusé réception, le bordereau des prix unitaires (BPU) révisé durant le délai précité. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer la révision de prix. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur durant quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception du BPU révisé vaut acceptation.

Les prix ainsi révisés sont invariables pour toute la durée de la période en cours.

A défaut de transmission des prix révisés dans le délai précité, les prix initiaux continueront de s'appliquer durant l'année d'exécution suivante.

5.3 Clause butoir

Nonobstant la formule de révision des prix prévue à l'article 5.2, l'augmentation annuelle des prix unitaires du marché ne pourra en aucun cas dépasser 10 %. En conséquence, si l'application de la formule conduit à un prix supérieur à ce seuil, le prix révisé sera plafonné au prix de l'année précédente majoré de 10 %.

Sur application de la présente clause butoir, le prix révisé servira de prix de référence (Pn-1) pour le calcul de la révision pour l'année suivante.

5.4 Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique, en cas de disparition, de changement ou de suspension de publication d'indices, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire par voie postale avec accusé de réception, les nouveaux indices de remplacement, ainsi que la méthode de raccordement qui doivent traduire au mieux l'évolution exacte des coûts constatés. Dans l'attente de cet accord, la dernière valeur connue de(s) l'indice(s) concerné(s) est utilisée.

Article 6 : Modalités de financement et de règlement des comptes

6.1 Financement

Le marché sera financé sur les budgets principaux du pouvoir adjudicateur.

6.2 Règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le mandat administratif.

6.2.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé à l'entrepreneur titulaire, aux co-traitants et aux sous-traitants. Si l'acte d'engagement ne fixe pas cette répartition des sommes à payer, celle-ci résulte d'un avenant ou d'un acte spécial conformément à l'article 12 du CCAG-FCS.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant agréé par l'acheteur est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution. Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés ci-avant pour donner son accord ou notifier un refus, au sous-traitant et à l'acheteur. Passé ce délai de quinze jours, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées ci-avant, ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

6.2.2 Acomptes

Conformément à l'article R2191-21 du CPP, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

La périodicité des acomptes est fixée à un mois.

6.2.3 Présentation des demandes de paiement

Le règlement fera l'objet d'un paiement à chaque bon de commande « sur service fait » après réception de la facture.

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement administratif.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Maire d'Angerville.

Le comptable assignataire est :

Trésorerie d'Étampes collectivités, 2 Rue S. Allende, 91156 ETAMPES CEDEX.

Les prestations sont financées sur le budget principal du pouvoir adjudicateur.

La facturation est mensuelle, à terme échu.

• Transmission de la demande de paiement sous format électronique (Chorus) :

Les titulaires des marchés publics et les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus avec les personnes publiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique via le portail de facturation « Chorus pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour ce faire, il vous faudra saisir le n° de SIRET et le n° d'engagement qui vous sera communiqué par le service concerné par le marché ou qui figurera sur le bon de commande.

Le numéro de SIRET du pouvoir adjudicateur est le suivant :

Le code SIRET : **219 100 161 00013**

• Présentation de la demande de paiement :

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 4) Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 5) La date d'exécution des services ;
- 6) La dénomination précise des prestations réalisées ;
- 7) Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8) Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9) Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou,

le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisées).

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de TVA.

• **Vérification de la demande de paiement :**

Si aucune erreur ne survient au moment de la vérification de la facture par le service de la comptabilité, le règlement sera effectué selon les délais fixés à l'article « délai de paiement » du présent CCAP.

À défaut, la demande de paiement sera retournée au titulaire, dans l'attente de recevoir une nouvelle facture modifiée et conforme.

Le point de départ du délai global de paiement débutera lors de la réception de la nouvelle facture.

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit la personne publique de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre). La personne publique ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées dans l'acte d'engagement, du fait de modifications internes au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

6.2.4 Délai de paiement

En application de l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement des factures et des acomptes est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture à la personne publique.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit, et sans autre formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires équivalents au taux d'intérêt fixé par la Banque centrale européenne augmenté de 8 points et du versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement selon les modalités indiquées aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

Toutefois, le délai global de paiement peut être suspendu une fois par l'ordonnateur avant le mandatement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par le pouvoir adjudicateur, un nouveau délai global sera ouvert. Il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

6.2.5 Avance et retenue de garantie

En application des articles L2191-2, R2191-3 et R2162-2 du CCP, une avance est accordée au titulaire d'un marché pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

En application de l'article R.2191-7 du code de la commande publique, lorsque la durée du bon de commande est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

A l'inverse, si la durée du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Le titulaire ne peut recevoir l'avance qu'après avoir constitué une garantie à première demande, l'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie. Les parties peuvent s'accorder pour substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée dans le cadre de ce marché.

Article 7 : Condition d'exécution

7.1 Respect de la réglementation du travail

Le titulaire est seul responsable du strict respect de toutes les dispositions en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

7.2 Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité comme prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

7.3 Fourniture périodique des pièces sociales

Le titulaire transmet systématiquement au pouvoir adjudicateur les documents suivants à la fréquence indiquée :

DOCUMENTS	FREQUENCE
Attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale	Tous les six (6) mois
L'ensemble des pièces prévues aux articles R8222-1 à D8222-8 du Code du travail.	Tous les six (6) mois
Attestation(s) d'assurance « RC professionnelle » et décennales	Tous les ans et dès leur renouvellement
Attestation de régularité fiscale	Tous les ans
Certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries	Tous les ans
Liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail	Tous les six (6) mois

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, la Collectivité, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire ne respectant pas les formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 susvisés, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure alors dispose d'un délai de quinze jours pour répondre à l'acheteur et d'un délai maximal de deux mois pour apporter à l'acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat pourra être résilié aux frais et risques du titulaire, sans indemnité.

7.4 Contrats de fournitures ou de services avec des tiers

Le Titulaire prend toutes précautions utiles dans la conclusion de ses contrats de fournitures et de services pour garantir la continuité des prestations de services et le meilleur rapport qualité prix de ces prestations.

En tout état de cause, le Titulaire doit assurer sa mission en prenant toute précaution utile pour assurer son obligation de continuité de service

Il informe la Collectivité en cas de difficulté importante rencontrée.

7.5 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Collectivité et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Sont notamment couverts les risques d'intoxication alimentaire.

7.6 Obligations d'informations du titulaire

7.6.1 Obligations d'information sur sa situation

Le titulaire, y compris s'il est étranger, informe le pouvoir adjudicateur dès qu'une procédure de redressement judiciaire est mise en œuvre à son encontre.

Le titulaire informe, dans les meilleurs délais, le pouvoir adjudicateur de toute modification affectant son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, raison sociale, etc.) afin que le pouvoir adjudicateur prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

7.6.2 Obligations générales d'information

Le titulaire s'engage à informer sans délai le pouvoir adjudicateur de tout élément qui pourrait nuire à ses intérêts et dont il aurait la connaissance.

7.7 Clause environnementale

Le CCTP comprend des exigences environnementales ayant trait à la composition des menus et repas, ou encore à la qualité des produits proposés. Le titulaire doit respecter les stipulations du CCTP, sous réserve de l'application de pénalités.

Article 8 : Modalité d'exécution

8.1 Réunion de lancement

Dès la notification du marché, le titulaire prend contact avec la personne publique afin d'organiser, dans les locaux de celle-ci, une réunion de lancement. Le ou les représentants du titulaire, les responsables des services du pouvoir adjudicateur ainsi que la commission des menus sont nécessairement présents à cette réunion.

8.2 Bon de commande

8.2.1 Caractéristiques

Les bons seront émis au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur et notifiés par courrier électronique à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

Les bons de commandes sont envoyés chaque mardi avant 17h00 pour la semaine suivante. Des modifications seront apportées la veille avant 10h en cas d'ajout ou d'annulation de repas. Sauf le mercredi pour cause de fermeture, le mail de correction sera envoyé le mardi après-midi.

Ces bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils seront honorés jusqu'à leur complète exécution. Le titulaire accusera obligatoirement réception de chaque commande au service bénéficiaire dans un délai de 24 heures.

En cas d'incident, et à défaut d'avoir réceptionné le bon de commande le vendredi précédant la semaine concernée, à 10h00, le titulaire s'engage à contacter l'acheteur qui lui transmet le bon de commande dans les meilleurs délais.

Chaque bon de commande précisera :

- Les dates d'expédition et de livraison,
- Le(s) site(s) de livraison,
- La température à réception,
- L'heure de livraison,
- La référence du bon de commande (numéro et date),
- L'identification du titulaire du marché,
- L'identification des produits livrés et des contenants,
- Le numéro du marché,
- Toute autre indication propre à permettre d'assurer le contrôle des repas livrés.

8.2.2 Modifications du bon de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire dans un délai de deux (2) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, au plus tard la veille avant 10h00, sous peine de forclusion.

Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter est concrétisé par un simple échange écrit (télécopie, courriel ou courrier) complété ultérieurement par un bon de commande modificatif, le cas échéant. Au plus tard la veille avant 10h.

8.2.3 Annulation du bon de commande

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de décider de l'arrêt de l'exécution d'un bon de commande et en informe le titulaire par télécopie, courriel ou courrier. Elle n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire. Elle s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché.

8.3 Conditions d'exécution des prestations

8.3.1 Délais d'exécution

Les livraisons de repas auront lieu conformément aux dispositions du CCTP.

8.3.2 Exécution de la livraison

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au Titulaire.

La personne en charge des livraisons décharge elle-même les repas et le stocke dans les espaces appropriés (réfrigérateurs, chambres froides, espace de stockage, etc.). Les clés des locaux lui sont remises en début de marché et une visite de la cuisine est effectuée. Toutes les consignes appropriées lui sont transmises à cette occasion.

Il ne sera assisté d'aucun personnel du pouvoir adjudicateur.

Il veille obligatoirement à la sécurité des locaux. En cas de perte des clés, il prend contact dans les meilleurs délais avec la personne publique. En fin de marché, il remet obligatoirement les clés en sa possession.

Le personnel du titulaire chargé de la livraison des repas est tenu d'observer les règles de propreté les plus strictes : mains propres, linge propre, véhicule propre et matériel propre.

8.3.3 Livraison des repas

Le titulaire s'engage à livrer les marchandises à l'adresse figurant sur le bon de commande. De plus, chaque livraison effectuée par le titulaire ou un transporteur doit être impérativement accompagnée d'un bordereau de livraison, établi en deux (2) exemplaires, remis au moment de la livraison et émargée par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par le service réceptionnaire, un autre par le fournisseur.

Ce bordereau mentionne obligatoirement, conformément aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-FCS :

- Les dates d'expédition et de livraison.
- Le(s) site(s) de livraison.
- La référence du bon de commande (numéro et date).
- L'identification du titulaire du marché.
- L'identification des produits livrés et des contenants.
- La liste des allergènes contenus dans les plats conformément au décret n°2015-1447 du 17 avril 2015.
- Le numéro du marché.
- Toute autre indication propre à permettre d'assurer le contrôle des repas livrés.

Le bon de livraison ne peut en aucun cas valoir facture. La signature du bon de livraison ne vaut pas acceptation des fournitures livrées, celles-ci étant réalisées après l'admission dans les conditions définies à l'article 9.1 du présent CCAP.

8.4 Continuité du service

Le titulaire s'engage à assurer la continuité du service en toute circonstance. Il est tenu d'informer la personne publique de ses éventuelles difficultés.

En cas d'interruption imprévue de la fabrication ou de la livraison de repas, même partielle, le titulaire doit aviser la personne publique dans les délais les plus courts, au plus tard dans les quarante-huit (48) heures, et prendre, en accord avec elle, les mesures nécessaires pour y pallier et assurer l'obligation de continuité de service.

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur en début de marché des repas de substitution dans les conditions prévues au CCTP.

Article 9 : Constatation de l'exécution des prestations

9.1 Vérification

Il est fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG-FCS. Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont réalisées par les agents du SIVOS à compter de 8h30 chaque jour, dans la mesure du possible, à la réception des livrables objet du bon de commande avec un représentant du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur réalise les opérations de vérifications sans aviser auparavant le titulaire.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérification peuvent être réalisées après la livraison.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission est acquise tacitement dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la livraison.

9.2 Décision après vérification

Suite aux vérifications, seules les décisions d'admission sont tacites ; les autres formes de décision sont effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception. Les décisions sont prises par les représentants de la collectivité présents sur chaque site.

9.2.1. Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quarante-huit (48) heures ouvrées à dater des opérations de vérification.

9.2.2. Ajournement

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, cette décision peut inviter le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point dans un délai de quatre (4) jours, lorsque cela est possible.

Le titulaire dispose d'un délai de deux (2) jours pour présenter par écrit à la Collectivité ses réserves ou observations à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus par le titulaire d'exécuter les ajustements demandés, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 9.2.3 et 9.2.4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

9.2.3. Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

9.2.4. Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter ses observations.

Article 10 : Pénalités

Le montant des pénalités sera retenu par précompte sur les sommes dues au Titulaire. S'il ne peut être précompté, il sera recouvré par l'émission d'un titre de recettes.

Par ailleurs, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Néanmoins, le montant des pénalités ne peut excéder 10% du montant maximum de l'accord-cadre. En complément à l'article 41 du CCAG-FCS, si ce montant plafond est atteint, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire, même si celui-ci a mis fin aux faits qui lui sont reprochés.

Les pénalités prévues au présent article sont appliquées sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS dans les conditions suivantes.

DESIGNATION	MONTANT EN HT
Repas fourni partiellement	4 € par repas (en plus de la réfaction de prix)
Repas non fourni	10 € par repas
Repas ne correspondant pas au menu	5 € par repas ne correspondant pas au menu
Retard de livraison	50 € / heure
Manquement aux règles en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire	200 € par manquement
Manquement aux règles liées aux labels et aux certificats	2 € par produit ne correspondant pas au label ou certificat annoncé
Non-communication des menus	30 € par jour ouvré de retard
Non-production du compte-rendu annuel d'activité	20 € par jour ouvré de retard à compter d'une mise en demeure par LRAR
Non-production des documents de contrôle demandés	20 € par jour ouvré de retard
Tout autre manquement à une obligation contractuelle	20 € par manquement et par jour
Non-respect des dispositions de l'article 4 du présent CCAP relatif à la sous-traitance	1/300ème de la somme réclamée par le sous-traitant
Non transmission des justificatifs de l'article 13.2 du CCTP	20 € par jour ouvré de retard à compter d'une mise en demeure par LRAR
Non-respect des obligations légales en matière de gaspillage alimentaire, de qualité et origine des produits, de composition des menus et de réduction de l'usage du plastique	200€ par manquement

Article 11 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation du contrat sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier pour faute du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG-FCS. En cas de résiliation pour faute, il est appliqué une pénalité forfaitaire supplémentaire de 2000 € HT. Cette pénalité n'est pas comptabilisée dans le calcul du seuil maximum des pénalités. Sans préjudice de cette pénalité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'agir en responsabilité contre le titulaire.

Le marché pourra être résilié pour faute en cas de perte de l'agrément « cuisine centrale ».

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme équivalente 5% du montant des bons de commande émis et non exécuté.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Le contrat peut être résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-3 et R2143-6 à R2143-9 du CCP. Il peut également être résilié en cas de refus de produire les pièces prévues à l'article 7.4 du présent document ou celles prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail.

Article 12 : Règlement des litiges

Le présent marché est soumis au droit français.

Le titulaire et la personne publique s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui peuvent intervenir lors de l'exécution du présent marché. Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, le litige, pour lequel le droit français seul est applicable, est porté devant le tribunal administratif de Versailles.

Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interdépartemental de règlement amiable des différends ou litiges
Préfecture de Région Île-de-France
5 rue Leblanc
75911 PARIS CEDEX

Tél : 01 82 52 42 67

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
78011 Versailles cedex
greffe.ta-versailles@juradm.fr
Tél : 01 39 20 54 00

Article 13 : Dérogation aux documents généraux

Pièces du marché et notifications

- Article 4.1 du CCAG-FCS (Ordre de priorité des pièces)
- Articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS (Évolutions réglementaires)
- Article 4.2.1 du CCAG-FCS (Notification du marché)

Sous-traitance

- Article 3.6 du CCAG-FCS

Exécution des prestations

- Article 3.7.2 du CCAG-FCS (Observations sur le bon de commande)
- Article 27.3 du CCAG-FCS (Avis pour les vérifications)
- Article 28.1 du CCAG-FCS (Lieu des vérifications)
- Article 30.1 du CCAG-FCS (Délai d'admission)
- Article 30.2.1 du CCAG-FCS (Ajournement)

Pénalités et Résiliation

- Article 14.1.1 du CCAG-FCS (Mise en demeure pour pénalités)
- Article 14.1.3 du CCAG-FCS (Montant minimum des pénalités)
- Article 42 du CCAG-FCS (Indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général)